



---

Bibia PAVARD, Florence ROCHEFORT et Michelle ZANCARINI-FOURNEL, *Les lois Veil. Contraception 1974, IVG 1975*

Paris, Armand Colin, coll. « U histoire », 2012, 228 p.

Éliane Gubin

---



**Édition électronique**

URL : <http://journals.openedition.org/clio/12241>

ISSN : 1777-5299

**Éditeur**

Belin

**Édition imprimée**

Date de publication : 26 novembre 2014

Pagination : 316a à 316a

ISBN : 978-2-7011-9045-7

ISSN : 1252-7017

**Référence électronique**

Éliane Gubin, « Bibia PAVARD, Florence ROCHEFORT et Michelle ZANCARINI-FOURNEL, *Les lois Veil. Contraception 1974, IVG 1975* », *Clio. Femmes, Genre, Histoire* [En ligne], 40 | 2014, mis en ligne le 15 janvier 2015, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/clio/12241>

---

Ce document a été généré automatiquement le 22 septembre 2020.

Tous droits réservés

---

# Bibia PAVARD, Florence ROCHEFORT et Michelle ZANCARINI-FOURNEL, *Les lois Veil. Contraception 1974, IVG 1975*

Paris, Armand Colin, coll. « U histoire », 2012, 228 p.

Éliane Gubin

---

## RÉFÉRENCE

Bibia PAVARD, Florence ROCHEFORT et Michelle ZANCARINI-FOURNEL, *Les lois Veil. Contraception 1974, IVG 1975*, Paris, Armand Colin, coll. « U histoire », 2012, 228 p.

- 1 Bien que les lois Veil soient fondamentales et « marquent une rupture majeure dans l'histoire des femmes et du genre, comme dans l'Histoire avec un grand H » (p. 6), leur généalogie demeure mal connue. Loin de prendre naissance dans la seconde vague féministe, elles sont l'aboutissement de longues années de lutte menées par des courants très divers, sans lien nécessairement entre eux, et poursuivant des buts et des stratégies spécifiques. Structuré en trois parties, l'ouvrage en présente les péripéties, les itinéraires et les protagonistes, replacés dans leur contexte historique et selon une grille de lecture fondée sur le genre.
- 2 La première partie remonte au verrou « fondateur » des lois répressives sur la contraception et l'avortement (1920, 1923), qui mettent la sexualité procréative des couples sous la tutelle de l'État et l'œil de la justice. Elles résultent d'une grande peur, celle de la dénatalité amorcée dans la seconde moitié du xix<sup>e</sup> siècle. Les coupes démographiques de la Grande Guerre la transforment en véritable phobie, à l'origine d'un courant repopulateur déterminé et actif. Les auteures interrogent la logique et la mise en place de ce processus répressif, tout comme elles soulignent que, depuis la défaite de 1870, les « repopulateurs » se retrouvent à gauche comme à droite de l'échiquier politique. En revanche, les féministes demeurent en retrait, peu séduites par le courant néomalthusien d'un Paul Robin, très peu convaincues (à quelques exceptions

près) des vertus émancipatrices d'une libération de la sexualité. Après 1918, une importante aile du féminisme s'empare même de la maternité comme d'une forme de citoyenneté légitimant l'élargissement des droits politiques et civils des femmes.

- 3 Ce n'est qu'à partir des années 1950 que des médecins, influencés par le *birth control* britannique, tempèrent cette « destinée » féminine par la notion de choix. Seule une grossesse souhaitée sera source d'épanouissement : leur stratégie adopte les aspirations du temps, fortement marqué par le droit au bonheur et à l'épanouissement individuel. S'il ne vise pas à « libérer » les femmes, du moins le débat – et surtout la publicité que lui donnent les médias – permet-il aux femmes de s'exprimer sur un thème jusque-là tabou et confisqué par les autorités politiques, religieuses ou scientifiques, toutes masculines. La classe sociale des femmes qui y prennent publiquement part (universitaires, intellectuelles, épouses d'hommes en vue...) confère au mouvement une respectabilité que confirme l'appui international (l'adhésion à l'International Parenthood Federation). En 1965, pour la première fois, la question est posée en termes politiques et s'invite dans la campagne présidentielle. Elle débouche deux ans plus tard sur la loi Neuwirth, qui permet la diffusion de la pilule contraceptive. À nouveau, cet événement ne peut être dissocié de son contexte : l'explosion d'une jeunesse qui aspire au changement (mai 1968), les doutes des milieux catholiques progressistes face à la réaction de l'Église (Encyclique *Humanae vitae*, juillet 1968), la lenteur des résultats effectifs de l'égalité politique des femmes (acquise formellement depuis 1944), leur avancée sur le marché du travail, la démocratisation de la société... Les inégalités selon la classe sociale entre les femmes face à la contraception et plus encore à l'avortement rallient de nouveaux acteurs, sur le terrain cette fois de la justice sociale et de la santé publique. Si le combat mobilise surtout la bourgeoisie laïque et progressiste, il interpelle aussi des médecins, y compris catholiques pratiquants. Inversement cette question irrigue une opposition forte, au nom du respect irréfragable de la vie ; elle polarise la société française en deux camps adverses que l'irruption du mouvement des femmes dans la sphère publique contribue à radicaliser dans les années 1970.
- 4 La deuxième partie concerne l'impact de ce néo-féminisme sur la société tandis que la mise au point et l'utilisation d'une méthode abortive simple (méthode Karman) la met à la portée des non-professionnels de la santé. L'arme juridique se met en place avec le procès de Bobigny et la création de Choisir ; la coordination d'une myriade de groupes épars s'effectue autour du MLF et de la revue *Partisans*. L'appui de personnalités médiatiques – dont le fameux Manifeste des 343 – de même que des manifestations spectaculaires font le 'buzz' dans les médias.
- 5 Quand le mécanisme législatif s'enclenche, on peut légitimement s'interroger sur sa véritable signification. Comment interpréter les lois Veil ? Participent-elles à une laïcisation de la société ? Sont-elles votées dans le but de libérer les femmes ou dans celui, plus prosaïque, de mettre un terme à des mobilisations militantes ? Quoi qu'il en soit, la société s'ouvre aux questions de la sexualité, qui devient d'ailleurs un thème de recherche dans toutes les disciplines scientifiques. L'ouvrage aborde avec beaucoup de clarté les ressorts d'un moment historique extrêmement complexe, où les mouvements des femmes eux-mêmes se divisent (voire s'affrontent) sur la question de la mixité, sur la politisation de leur mouvement, sur les éventuelles récupérations. À l'Assemblée nationale (composée de 490 députés dont 8 femmes), les débats parlementaires confirment ce que les mobilisations donnaient à voir : la conception conflictuelle des relations de genre, le choc autour de la dénonciation de la domination masculine. Les

débats, longs et difficiles, témoignent de très fortes tensions et mettent en lumière les positions divergentes des autorités religieuses, consultées à titre d'experts. Un consensus majoritaire se dégage néanmoins, autour de la personnalité de Simone Veil, auréolée de son image de femme et de rescapée des camps. Elle-même, dans la présentation et la défense des projets de lois, met son identité féminine en exergue, ce qui inscrit dans la mémoire collective l'image d'une lutte et d'une victoire personnelle, occultant quelque peu les luttes antérieures.

- 6 La troisième partie analyse l'influence de ces lois sur la vie des femmes et insiste sur un paradoxe : alors que la loi de 1974 qui instaure la contraception et son remboursement par la sécurité sociale apporte une véritable libération aux femmes en dissociant la sexualité et la procréation, elle passe pratiquement à la trappe mémorielle au profit de la loi de 1975 sur l'IVG, loi pourtant incomplète, restrictive, difficile à appliquer, voire carrément inapplicable. L'analyse de genre, tant des lois que de leur influence, donne pleinement la mesure des bouleversements qui traversent la société française. Au total, une étude superbement documentée, claire et agréable à lire, parsemée de respirations (encarts qui situent les principaux protagonistes, chants militants reconstruisant « l'ambiance » du mouvement des femmes...), un livre qui expose les faits tout en les reliant aux évolutions politiques, sociales et psychologiques de la société, montrant ainsi que la sexualité, loin d'être seulement une « donnée naturelle », est aussi une construction sociologique.

---

## AUTEURS

ÉLIANE GUBIN

Université de Bruxelles

Centre d'archives et de recherches en histoire des femmes